

Le réseau HEREIN du Conseil de l'Europe fête ses 20 ans ! Originaires de plus de 40 pays européens, les coordinateurs nationaux du réseau HEREIN, nommés par leur administration en charge du patrimoine, fournissent des informations sur la politique de protection du patrimoine, la législation en vigueur, les autorités compétentes, etc.

Ils répondent aussi à des enquêtes participatives sur des sujets d'actualité ou d'intérêt commun. Près d'une dizaine d'enquêtes ont déjà été menées.

L'Association internationale sans but lucratif de droit belge HEREIN AISBL a pour mission de valoriser le travail de ce réseau intergouvernemental unique en Europe, ces informations précieuses pour les professionnels et acteurs patrimoniaux, notamment par le biais de publications, et ainsi de redynamiser la coopération entre le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et les ministères responsables de la politique du patrimoine de la Grande Europe.

The HEREIN network of the Council of Europe celebrates its 20th anniversary! Coming from more than 40 European countries, the national coordinators of the HEREIN network, appointed by their administration in charge of heritage, provide information on heritage protection policy, legislation in force, competent authorities, etc.

They also respond to participatory surveys on subjects of current affairs or common interest. Nearly ten surveys have already been carried out.

The mission of the international non-profit association under Belgian law HEREIN AISBL is to promote the work of this unique intergovernmental network in Europe, all this valuable information for heritage professionals and actors, particularly through publications, and thus to revitalise cooperation between the Council of Europe, the European Union and the ministries responsible for heritage policy in the Great Europe.

enquête / 1

Toutes ces informations sont également consultables en ligne :
<https://www.coe.int/fr/web/herein-system>

All this information is also available online:
<https://www.coe.int/en/web/herein-system>

Publication hors commerce.
Ne peut être vendue.
This publication is not for sale.



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE



european heritage network
réseau européen du patrimoine



HEREIN
AISBL

enquête participative Herein / 1

LA SIGNALÉTIQUE PATRIMONIALE HERITAGE SIGNAGE



HEREIN
AISBL

Cette publication a été conçue et réalisée par
This publication was designed and realised by
L'Association internationale sans but lucratif
du Réseau européen du Patrimoine (AISBL HEREIN)
The International non-profit Association of the
European Heritage Network (AISBL HEREIN)

Jelka Pirkovic
Présidente de AISBL HEREIN |
President of the AISBL HEREIN

Gislaine Devillers,
1^{re} attachée, Agence wallonne du Patrimoine,
responsable de la gestion journalière de l'AISBL
HEREIN et coordinatrice pour la Wallonie, Belgique |
First attachée, Walloon Heritage Agency,
responsible for the day-to-day management of
the AISBL HEREIN and coordinator for Wallonia, Belgium

Orane Proisy
responsable du Pôle Europe et réseaux,
département des Affaires européennes et
internationales à la direction générale
des Patrimoines, ministère de la Culture, France |
Responsible for the section on Europe and networks,
Department for European and International Affairs
in the Directorate General for Heritage,
Ministry of Culture, France

Traduction | Translation
Alison Cardwell

Conception graphique et réalisation |
Design and Graphics
Visualisations d'informations |
Information visualizations
© Graphisme in situ, Paris | Lawrence Bitterly

Dépôt légal | Legal deposit
Novembre 2020 | November 2020
© AISBL HEREIN

Publication hors commerce.
Ne peut être vendue.
This publication is not for sale.

Cette publication est
en ligne sur le site Internet
du Réseau européen
du Patrimoine (HEREIN)
[www.coe.int/fr/web/herein-system/
participative-surveys](http://www.coe.int/fr/web/herein-system/participative-surveys)

The publication can be
consulted online on
the website of the European
Heritage Network (HEREIN)

[www.coe.int/en/web/herein-system/
participative-surveys](http://www.coe.int/en/web/herein-system/participative-surveys)

Sommaire | Contents

L'association HEREIN AISBL | The HEREIN AISBL Association *par | by* Orane Proisy

Responsable du Pôle Europe et réseaux,
département des Affaires européennes
et internationales à la direction générale
des Patrimoines, ministère de la Culture,
France | Responsible for Europe and networks,
Department for European and International
Affairs in the Directorate General for
Heritage, Ministry of Culture, France

5

Les enquêtes participatives du réseau Herein | Participatory surveys of the Herein network

par | by Gislaine Devillers

1^{re} attachée, Agence wallonne du
Patrimoine, responsable de la gestion
journalière de l'AISBL HEREIN et
coordinatrice pour la Wallonie, Belgique |
First attachée, Walloon Heritage Agency,
responsible for the day-to-day management
of the AISBL HEREIN and coordinator
for Wallonia, Belgium

9

Enquête participative sur la signalétique patrimoniale | Participatory survey on heritage signage

13

Contexte | Background

15

Résultats | Results

17

Signes nationaux | National signs

17

Utilisation de logos internationaux |
Use of international logos

23

Signalisations supplémentaires |
Additional signage

27

Conclusions | Conclusions

28



Membres du réseau HEREIN
Members of HEREIN Network

- [AD] Andorre | Andorra
- [AM] Arménie | Armenia
- [AT] Autriche | Austria
- [BA] Bosnie-Herzégovine | Bosnia & Herzegovina
- [BE] Belgique | Belgium
- [BG] Bulgarie | Bulgaria
- [BY] Bélarus | Belarus
- [CH] Suisse | Switzerland
- [CS] Serbie | Serbia
- [CY] Chypre | Cyprus
- [CZ] Rép. tchèque | Czech Rep.
- [DE] Allemagne | Germany
- [EE] Estonie | Estonia
- [ES] Espagne | Spain
- [FI] Finlande | Finland

Membres de l'association HEREIN AISBL
Members of the HEREIN AISBL Association

- [FR] France
- [GB] Royaume-Uni | United Kingdom
- [GE] Géorgie | Georgia
- [GR] Grèce | Greece
- [HR] Croatie | Croatia
- [HU] Hongrie | Hungary
- [IE] Irlande | Ireland
- [IS] Islande | Iceland
- [IT] Italie | Italy
- [LT] Lituanie | Lithuania
- [LU] Luxembourg
- [LV] Lettonie | Latvia
- [MC] Monaco
- [MD] Rép. de Moldovie | Rep. of Moldova
- [ME] Monténégro

- [NL] Pays-Bas | Netherlands
- [NO] Norvège | Norway
- [PL] Pologne | Poland
- [SE] Suède | Sweden
- [SK] Rép. slovaque | Slovak Rep.
- [SL] Slovénie | Slovenia
- [TR] Turquie | Turkey
- [UA] Ukraine

COE | Hors Réseau Herein
COE | Outside Herein

États hors COE
States outside COE

L'association Herein AISBL

Orane PROISY

Responsable du Pôle Europe et réseaux, département des Affaires européennes et internationales à la direction générale des Patrimoines, ministère de la Culture, France

LE RÉSEAU HEREIN, RÉSEAU EUROPÉEN DU PATRIMOINE, existe depuis les années 2000. Créé à la demande des ministres de la culture des 47 États-membres du Conseil de l'Europe réunis à Helsinki en 1996, ce réseau a pour objectif de donner un aperçu des politiques nationales de protection du patrimoine en Europe. Développé sous l'égide du Conseil de l'Europe depuis vingt ans, et soutenu pendant les premières années par la Commission européenne, ce réseau est composé de coordinateurs nationaux issus de 40 pays européens, nommés par l'administration en charge du patrimoine dans leur pays. Ils sont chargés de mettre à jour le rapport national sur la politique de protection patrimoniale, de fournir un « profil-pays » – résumé succinct de la politique patrimoniale nationale, de la législation en vigueur et d'un état des ratifications des conventions patrimoniales internationales. Régulièrement, ils répondent à des enquêtes participatives sur des thèmes d'actualité, à la demande d'un pays pour un besoin d'information ou en vue de la révision d'une législation nationale. Toutes ces informations sont consultables en ligne (<https://www.coe.int/fr/web/herein-system/>). Elles constituent une source d'information précieuse pour les professionnels du patrimoine et membres institutionnels, mais trop peu connue car insuffisamment valorisée, et le réseau est trop peu utilisé au regard de ses potentialités.

DÈS 2010, QUELQUES PAYS ONT DÉCIDÉ DE JOINDRE LEURS FORCES pour valoriser et développer cette dynamique patrimoniale européenne et créer une association qui « prolonge et conforte par son action la coopération européenne institutionnelle et intergouvernementale initiée par le réseau Herein, en complémentarité et en collaboration avec le Conseil de l'Europe initiateur du réseau européen du patrimoine (Herein) » (extrait de ses statuts). L'Association internationale sans but lucratif de droit belge « Herein AISBL » a été créée le 17 novembre 2010 par les représentants des administrations en charge du patrimoine de Belgique (Wallonie), Finlande, France, Grèce, Royaume-Uni, Slovénie et Suisse.

ELLE PERMET DE DOTER LE RÉSEAU D'UNE PERSONNALITÉ JURIDIQUE, de valoriser ses activités et de redynamiser la coopération entre le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et les ministères responsables de la politique du patrimoine en Europe. Ayant un but éducatif, culturel, pédagogique et scientifique d'utilité internationale, elle promeut l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, encourage la diffusion d'informations sur les politiques du patrimoine, sert d'interlocuteur et de porteur potentiel de projets vis à vis de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe.

DEPUIS SA CRÉATION, CETTE ASSOCIATION participe donc régulièrement aux réunions organisées par les institutions européennes compétentes dans le domaine du patrimoine : en tant qu'observateur au sein du Comité Directeur Culture Patrimoine et Paysage du Conseil de l'Europe (CDCPP), en tant que membre du Groupe d'experts du Patrimoine au sein de la Commission européenne ; et aux rencontres organisées par des réseaux européens informels, comme le groupe de réflexion sur la place du patrimoine en Europe ou le Réseau européen des directeurs du patrimoine (EHHF). Elle a été un membre actif du groupe de rédaction de la stratégie pour le patrimoine culturel en Europe au XXI^e siècle (Stratégie 21).

EN 2012, L'ASSOCIATION produit sa première publication bilingue, permettant d'exploiter, d'analyser et de comparer les données consultables en ligne sur le système HEREIN. Cette première publication a eu pour ambition d'exploiter les informations fournies par les coordinateurs nationaux du réseau sur l'un des thèmes du rapport consacré à la *Sensibilisation et communication*, de les analyser et de les comparer pour en tirer des traits communs et/ou divergents. Ce *Carnet HEREIN*, disponible en ligne et en format papier, offre un panorama des politiques de sensibilisation au patrimoine en Europe, un recueil de bonnes pratiques et un témoignage de notre identité et de notre histoire patrimoniale communes.

EN 2019, L'ASSOCIATION PUBLIE UN HORS SÉRIE consacré à *L'Europe des Jardins*. Cette publication bilingue offre une analyse comparative des politiques nationales en faveur des jardins en Europe, un aperçu d'expériences originales comme le projet de mobilité de professionnels de jardins financé par le programme ERASMUS + de la Commission européenne et le *Thésaurus multilingue des jardins*, composé de 91 termes traduit en 16 langues. Enfin, elle présente l'opération des *Rendez-vous aux jardins*, devenue européenne dès 2018 : chaque année une vingtaine de pays ouvrent leurs jardins, publics ou privés, protégés ou non, aux mêmes dates (1^{er} week-end de juin), avec le même visuel et sur le même thème.

EN 2020, L'ASSOCIATION PUBLIE L'ANALYSE DE L'ENQUÊTE participative menée sur les signes de protection du patrimoine en Europe. Cette publication bilingue est consultable et imprimable en ligne.

PAR L'ENSEMBLE DE SES ACTIONS, l'Association Herein Aisbl participe ainsi à la construction d'une grande Europe des patrimoines, en valorisant les actions des administrations et les politiques nationales du patrimoine auprès des institutions européennes et internationales.

Carnet HEREIN / 1
Sensibilisation et communication
<https://www.coe.int/fr/web/herein-system>

Hors Série HEREIN
L'Europe des Jardins
<https://www.coe.int/fr/web/herein-system/historical-gardens>

The HEREIN AISBL Association

Orane PROISY

Responsible for the section on Europe and networks, Department for European and International Affairs in the Directorate General for Heritage, Ministry of Culture, France

THE HEREIN NETWORK, EUROPEAN HERITAGE NETWORK, has been in existence since the 2000s. Created at the request of the Ministers of Culture of the 47 member states of the Council of Europe meeting in Helsinki in 1996, this network aims to provide an overview of national heritage protection policies in Europe. Developed under the aegis of the Council of Europe over the last 20 years, and supported during the first years by the European Commission, this network is composed of national coordinators from 40 European countries, appointed by the administration in charge of heritage in their country. They are responsible for updating the national report on heritage protection policy, providing a "country profile" –a brief summary of national heritage policy, current legislation and the status of ratification of international heritage conventions. Regularly, they respond to participatory surveys on topical issues, or at the request of a country for information or for the revision of national legislation. All this information can be consulted online (<https://www.coe.int/en/web/herein-system>). It is a valuable source of information for heritage professionals and institutional members, but still not well known because this information is not sufficiently exploited and the network is not sufficiently used in view of its potential.

IN 2010, A FEW COUNTRIES DECIDED TO JOIN FORCES to enhance and develop this European heritage dynamic and to create an association, which "extends and reinforces by its action, the institutional and intergovernmental European cooperation initiated by the Herein network, in complementarity and in collaboration with the Council of Europe, initiator of the European Heritage Network (Herein)" (extract from its statutes). The international non-profit association under Belgian law "HEREIN AISBL" was created on 17 November 2010 by the representatives of the administrations in charge of heritage from Belgium (Wallonia), Finland, France, Greece, United Kingdom, Slovenia and Switzerland.

IT PROVIDES THE NETWORK WITH A LEGAL PERSONALITY, enhances its activities and revitalises cooperation between the Council of Europe, the European Union and the ministries responsible for heritage policy in Europe. With an educational, cultural, pedagogical and scientific aim of international interest, it promotes the exchange of experiences and good practice, encourages the dissemination of information on heritage policies, and serves as an interlocutor and potential promoter of projects *vis-à-vis* the European Union and the Council of Europe.

SINCE ITS CREATION, THIS ASSOCIATION has therefore regularly participated in meetings organised by the European institutions competent in the field of heritage: as an observer in the Council of Europe's Steering Committee for Culture, Heritage and Landscape (CDCPP), as a member of the European Commission's Group of Experts on Heritage, and in meetings organised by informal European networks, such as the Reflection Group on "Cultural Heritage in the EU" or the European Heritage Heads Forum (EHHF). It was an active member of the drafting group of the Strategy for Cultural Heritage in Europe in the 21st Century (Strategy 21).

IN 2012, THE ASSOCIATION produced its first bilingual publication, making it possible to exploit, analyse and compare the data available online on the HEREIN system. The aim of this first publication is to use the information provided by the national coordinators on one of the themes of the report devoted to *Awareness-raising and communication*, to analyse and compare the information provided in order to draw common and/or divergent features. This *Carnet HEREIN*, available online and in paper format, offers an overview of heritage awareness policies in Europe, a collection of good practices and a testimony to our common identity and heritage history.

IN 2019, THE ASSOCIATION PUBLISHED A SPECIAL EDITION devoted to *The Europe of Gardens*. This bilingual publication offers a comparative analysis of national policies in favour of gardens in Europe, an overview of original experiences such as the mobility project for garden professionals funded by the European Commission's ERASMUS + programme or the *Multilingual garden thesaurus*, composed of 91 terms translated into 16 languages. Finally, it presents the *Rendez-vous aux jardins* operation, which has become European since 2018: each year around 20 countries open their gardens, public or private, protected or not, on the same dates (first week-end of June), with the same visual and on the same theme.

IN 2020, THE ASSOCIATION IS PUBLISHING THE ANALYSIS OF THE PARTICIPATORY SURVEY carried out on the signs of heritage protection in Europe. This bilingual publication can be consulted and printed online.

THROUGH ALL OF ITS ACTIONS, the HEREIN AISBL Association thus participates in the construction of a greater Europe of heritage, by promoting the actions of administrations and national heritage policies to European and international institutions.

Carnet HEREIN / 1
Awareness-raising and communication
<https://www.coe.int/en/web/herein-system>

Special Edition HEREIN
The Europe of Gardens
<https://www.coe.int/en/web/herein-system/historical-gardens>

Les enquêtes participatives du réseau Herein

Gislaine Devillers

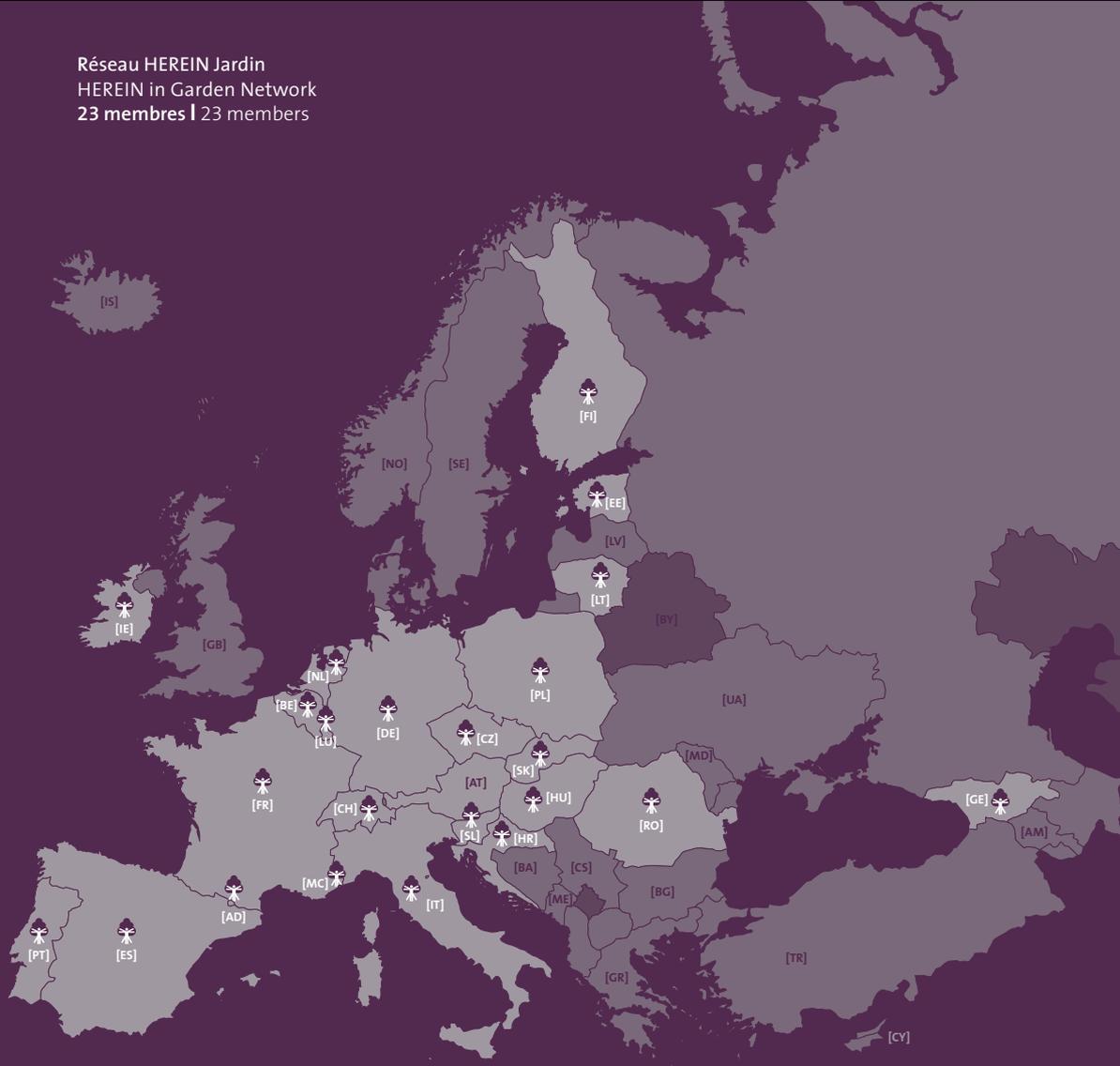
1^{re} attachée, Agence wallonne du patrimoine,
responsable de la gestion journalière de l'AISBL HEREIN
et coordinatrice pour la Wallonie, Belgique

LE PRINCIPE DES ENQUÊTES PARTICIPATIVES a été adopté lors de la dernière réunion des coordinateurs nationaux en 2014. Il s'agissait d'institutionnaliser et d'optimiser une pratique qui était née spontanément au sein du réseau. En effet, certains coordinateurs nationaux interrogeaient leurs homologues sur des questions d'actualité ou pour un partage d'expérience sur une thématique donnée ou encore dans le cadre d'une révision de la législation nationale. Les échanges étaient intéressants et fructueux.

IL EST APPARU QU'INTÉGRER CETTE PRATIQUE SPONTANÉE au système HEREIN (<https://www.coe.int/fr/web/herein-system/>) présentait plusieurs avantages : un enrichissement du contenu, la mutualisation des connaissances mais aussi la possibilité d'identifier de nouvelles perspectives de travail. Les lignes directrices ont été définies en commun, avec le soutien du Conseil de l'Europe, et acceptées par les coordinateurs nationaux.

LE PRINCIPE DE BASE EST LE GAGNANT-GAGNANT : le pays qui initie l'enquête et qui profite des réponses fournies par le réseau s'engage à fournir une analyse des réponses reçues et à la partager sur le portail HEREIN dans la rubrique thématique. L'enquête ne doit pas être confondue avec une étude mais elle peut en être le prélude. Elle ne peut porter sur des informations déjà disponibles dans les rapports nationaux mais peut les approfondir, les compléter. Elle comprend une brève présentation du contexte, des attentes de l'auteur et elle comprend un nombre limité de questions simples qui ne doivent pas représenter un surcroît de travail trop important pour les répondants. La participation est libre et le taux de réponse varie en fonction de la thématique abordée. Elle peut aussi s'adresser à un groupe de pays déterminé qui partagent des caractéristiques ou des intérêts communs. La dynamique du réseau est cependant de privilégier les thèmes les plus fédérateurs. Grâce au Conseil de l'Europe, les enquêtes participatives et leur rapport de synthèse sont mis en ligne dans les deux langues de travail de l'institution : français et anglais, permettant ainsi une plus large diffusion de l'information.

PRÈS D'UNE DIZAINE D'ENQUÊTES ont ainsi été organisées sur des thèmes très divers : la régulation des conservateurs, la contribution du patrimoine à l'économie et la création d'emploi, les incitants financiers, etc.



 Réseau Herein Jardin
Herein in Garden Network

[AD] Andorre Andorra	[IE] Irlande Ireland
[BE] Belgique Belgium	[IT] Italie Italy
[CH] Suisse Switzerland	[LT] Lituanie Lithuania
[CZ] Rép. tchèque Czech Rep.	[LU] Luxembourg
[DE] Allemagne Germany	[MC] Monaco
[EE] Estonie Estonia	[NL] Pays-Bas Netherlands
[ES] Espagne Spain	[PL] Pologne Poland
[FI] Finlande Finland	[PT] Portugal
[FR] France	[RO] Roumanie Romania
[GE] Géorgie Georgia	[SK] Rép. slovaque Slovak Rep.
[HR] Croatie Croatia	[SL] Slovénie Slovenia
[HU] Hongrie Hungary	

 COE | Hors Réseau Herein Jardin
COE | Outside Herein Garden Network

 États hors COE
States outside the COE

UNE D'ENTRE ELLES MÉRITE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE : en 2016, la France a lancé une enquête participative sur la politique en faveur des jardins historiques en Europe. 25 réponses ont été fournies en deux mois et un grand nombre d'informations a ainsi été récolté. Au-delà du rapport d'analyse, une rencontre entre les responsables de ces politiques a été organisée et la volonté de poursuivre l'échange d'informations et de travailler ensemble a amené à la création du réseau « Herein au jardin ». Outre ces réunions, diverses actions sont menées par ce réseau. Ainsi un programme européen Erasmus + a été mené dans 4 pays sur le thème des « Echanges de savoirs et de savoir-faire dans les jardins historiques ». Un glossaire a été constitué, il reprend 91 termes définis et traduits en 16 langues. Un autre résultat est l'organisation des *Rendez-vous au jardin*, des parcs et jardins ouvrent leurs portes au public, aux mêmes dates (premier week-end de juin chaque année), avec le même visuel partout en Europe et sur un thème commun. En 2021, 23 pays participent à l'événement les 5-6-7 juin sur la « transmission des savoirs ».

LES ENQUÊTES PARTICIPATIVES SONT DONC UN OUTIL PRÉCIEUX par leur souplesse, leur rapidité à fournir des informations, à cerner des tendances mais également par leur capacité de mobilisation. Elles favorisent les échanges entre les membres du réseau et contribuent à son dynamisme.

Participatory surveys of the Herein network

Gislaine Devillers

First attachée, Walloon Heritage Agency,
responsible for the day-to-day management of the AISBL HEREIN
and coordinator for Wallonia, Belgium

THE PRINCIPLE OF PARTICIPATORY SURVEYS was adopted at the last meeting of the national coordinators in 2014. The aim was to institutionalise and optimise a practice that had emerged spontaneously within the network. Indeed, some national coordinators questioned their counterparts on topical issues or shared their experiences on a given theme or in the context of a revision of national legislation. The exchanges were interesting and fruitful.

IT APPEARED THAT INTEGRATING THIS PRACTICE into Herein (<https://www.coe.int/en/web/herein-system>) had several advantages: an enrichment of the content, the pooling of knowledge but also the possibility of identifying new work perspectives. The guidelines were defined jointly and accepted by the national coordinators.

THE BASIC PRINCIPLE IS A WIN-WIN SITUATION: the country initiating the survey and benefiting from the answers provided by the network undertakes to provide an analysis of these answers which is shared on the Herein portal in the thematic section. The survey should not be confused with a study, but it can be a prelude to it. It cannot be based on information already available in the national reports, but can extend and complete them. It includes a brief presentation of the context, the author's expectations and it includes a limited number of simple questions that should not represent too much extra work for the respondents. Participation is free and the response rate varies according to the topic addressed. It can also be addressed to a specific group of countries that share common characteristics or interests. However, the dynamic of the network is to focus on the most unifying themes. Thanks to the Council of Europe, the participatory surveys and their summary reports are made available online in the two working languages of the institution: French and English, thus allowing a wider dissemination of information.

NEARLY 10 SURVEYS have thus been organised on a wide range of topics: the regulation of curators, the contribution of heritage to the economy and job creation, financial incentives, etc.

ONE OF THEM DESERVES SPECIAL ATTENTION. In 2016, France launched a participatory survey on the policy of historic gardens in different European countries. 25 answers were provided in two months and a large amount of information was collected. In addition to the analysis report, a meeting between those responsible for these policies was organised and the desire to continue the exchange of information and to work together led to the creation of the "Herein in the garden" network. In addition to these meetings, various actions are carried out by this network. For example, a European Erasmus + programme has been carried out in four countries on the theme of "Exchanges of knowledge and know-how in historic gardens". A glossary has been compiled, containing 91 terms defined and translated into 16 languages. Another result is the organisation of the *Rendez-vous au jardin*, parks and gardens open their doors to the public on the same dates (first weekend in June each year), with the same visual throughout Europe and on a common theme. In 2021, 23 countries will take part in the event on 5-6-7 June on the "transmission of knowledge".

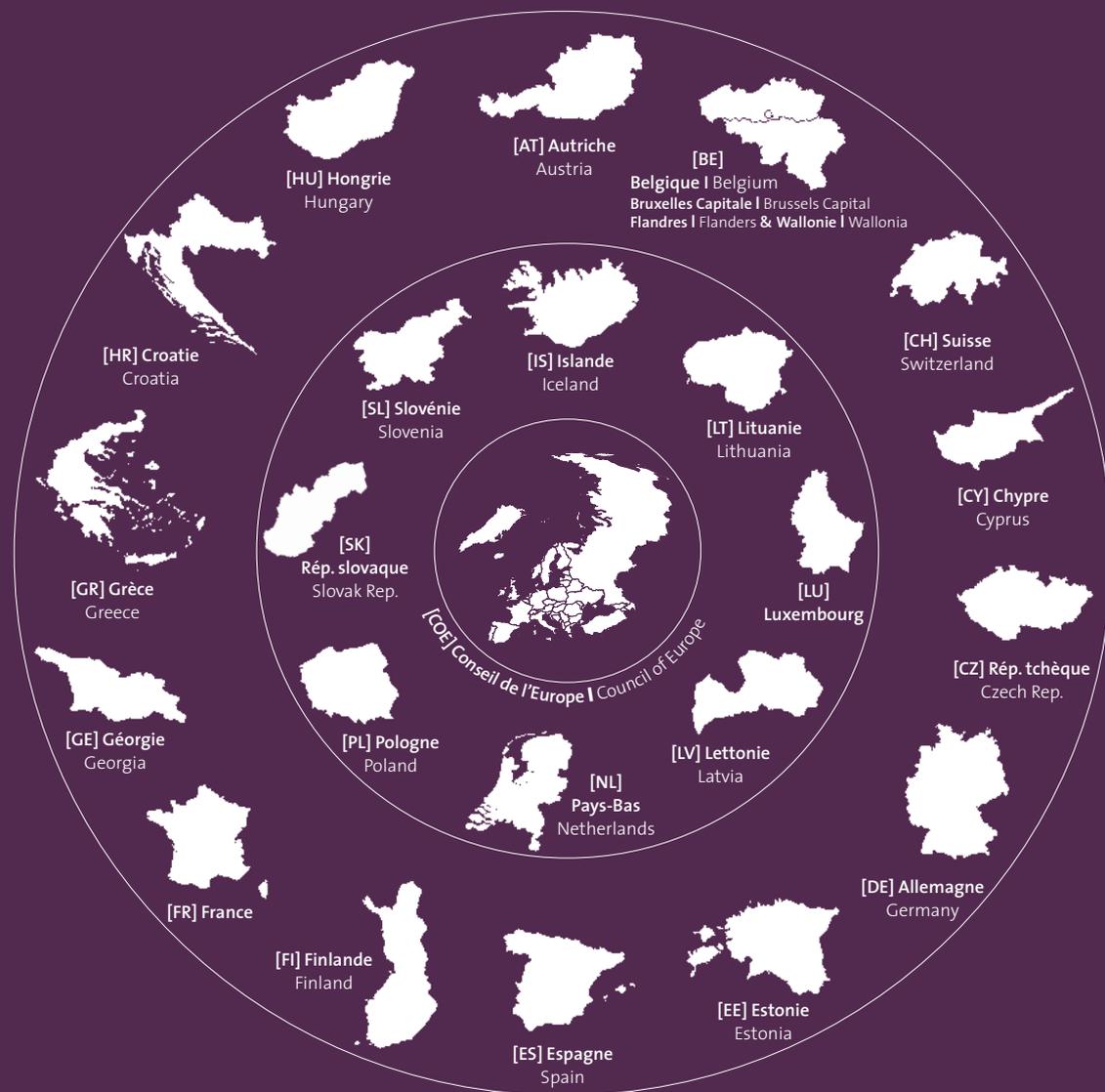
PARTICIPATORY SURVEYS ARE THEREFORE A VALUABLE TOOL because of their flexibility, their speed in providing information and identifying trends, but also because of their capacity to mobilise. They promote exchanges between the members of the network and contribute to its dynamism.

ENQUÊTE PARTICIPATIVE SUR LA SIGNALÉTIQUE PATRIMONIALE PARTICIPATORY SURVEY ON HERITAGE SIGNAGE

Réseau **HEREIN** Network
2020

Participation européenne à l'enquête sur
La signalétique patrimoniale en 2020 : 22 participants
sur 47 États membres du Conseil de l'Europe.

European participation on The Survey
Heritage signage in 2020: 22 participants from
47 member States of the Council of Europe.



Contexte Background

La protection des sites patrimoniaux est une des tâches fondamentales des autorités en charge du patrimoine culturel. Malheureusement, l'étendue réelle de ce travail est souvent difficilement appréciable par la population par simple manque d'information sur les sites qui bénéficient effectivement de cette protection.

La matérialisation du caractère protégé d'un site peut également servir à la fois à augmenter le soin porté par les visiteurs à ces sites et à promouvoir la visite de sites moins médiatisés, renforçant ainsi la pertinence de leur protection.

Le réseau HEREIN souhaite donc collecter les pratiques actuelles concernant la signalétique patrimoniale parmi les pays participant au réseau afin de voir à la fois les éventuelles similitudes entre pays mais aussi des approches innovantes qui peuvent être diffusées.

Le résultat de ce travail permettra d'enrichir chaque fiche pays (<https://www.coe.int/fr/web/herein-system/countries>) avec une nouvelle rubrique orientée vers le grand public et pourra aussi servir d'inspiration pour les pays qui, ne disposant pas de ce type de signalétique, envisagent de l'introduire.

The protection of heritage sites is one of the fundamental tasks of the authorities in charge of cultural heritage. Unfortunately, the extent of this work is often difficult for the population to appreciate due to a lack of information on the sites that actually benefit from this protection.

The realisation of a site's protected character can also serve both to increase visitors' respect for these sites and to promote visits to less high-profile sites, thereby reinforcing the relevance of their protection.

The HEREIN network therefore wishes to collect current practices concerning heritage signage among the countries participating in the network in order to see both possible similarities between countries and innovative approaches that can be disseminated.

The result of this work will make it possible to enrich each country profile (<https://www.coe.int/en/web/herein-system/countries>) with a new section aimed at the general public and could also serve as an inspiration for countries that do not have this type of signage and plan to introduce it.

Cette enquête participative a été lancée fin septembre 2019 au sein du réseau HEREIN et comportait les questions suivantes :

1. Existe-t-il dans votre pays un système de marquage dans le but d'identifier / valoriser les monuments, sites ou ensembles patrimoniaux protégés ?

Oui Non

Si oui, pouvez-vous fournir pour chaque label / appellation / sigle existant :

– Le nom et un court descriptif

- S'agit-il juste d'un logo ou est-il complété par d'autres informations (panneaux textuels, images, brochures...)?

- S'agit-il d'une obligation légale ?

- Qui est responsable d'apposer ce sigle / logo / marquage ?

- Qui en finance l'installation ?

– Le fichier ou l'illustration correspondant(e)

Si non, existe-t-il un moyen indiquant au public qu'un bien patrimonial est protégé ?

2. Utilisez-vous des sigles existant au niveau européen ou international tels que patrimoine mondial, protection simple (convention La Haye), protection renforcée (2^e protocole), label du patrimoine européen ?

3. Existe-t-il d'autres signalétiques / marquage du patrimoine plus spécifiques ?

Oui Non

Si oui, merci de préciser les différentes signalétiques / marquages et leur signification.

This participatory survey was launched by the HEREIN Network at the end of September 2019 and comprised the following questions:

1. Is there a marking system in your country to identify / enhance protected monuments, sites or heritage places?

Yes No

If yes, can you provide for each existing label / designation / logo?

– The name and a short description

- Is it just a logo or is it supplemented by other information (text panels, images, brochures, etc.)?

- Is this a legal obligation?

- Who is responsible for affixing this logo / marking sign?

- Who is responsible for financing the installation?

– The corresponding file or illustration

If no, is there a way to indicate to the public that a heritage property is protected?

2. Do you use existing labels at European or international level such as world heritage, simple protection (The Hague Convention), enhanced protection (2nd protocol), european heritage label?

3. Are there any other designation systems / heritage marking?

Yes No

If yes, please specify the different signage / markings and their meaning.

Résultats Results

À la suite de l'enquête (voir ci-contre) lancée fin septembre 2019 au sein du réseau HEREIN sur la signalétique patrimoniale, 25 réponses ont été reçues, provenant de 22 pays : Allemagne, Autriche, Belgique (les trois régions ont répondu : Wallonie, Flandres et Bruxelles capitale), Croatie, Chypre, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Islande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie et Suisse.

Following the HEREIN Network survey (see opposite) launched in September 2019 on heritage signage, we received 25 answers from 22 countries: Germany, Austria, Belgium (with answers from the three regions: Wallonia, Flanders and Brussels-Capital), Croatia, Cyprus, Spain, Estonia, Finland, France, Georgia, Greece, Hungary, Iceland, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Netherlands, Poland, Czech Republic, Slovakia, Slovenia and Switzerland.

Signes nationaux

Une pratique quasi générale

La plupart des 22 pays ont répondu par l'affirmative et seulement 3 d'entre eux n'ont pas de système de marquage à proprement parler :

– Chypre ne signale que les sites

archéologiques les plus importants ;

– La Géorgie n'a pas de logo ou signe particulier, mais un texte descriptif est souvent apposé devant les monuments les plus visités ;

– Le Luxembourg privilégie une liste des sites protégés en ligne, agrémentée de descriptifs.

La diversité dans des pays fédéraux

Pays fédéral, l'Allemagne offre autant de signes de protection que de Länder, donc 16 logos différents à travers le

National signs

An almost general practice

Most of the 22 countries answered yes and only three do not have a full marking system:

– Cyprus indicates only the most important archaeological sites;

– Georgia does not have a specific logo or sign, but a descriptive plaque is often placed on the most popular monuments;

– Luxembourg prefers to post a list of protected sites online, accompanied by descriptions.

The diversity of systems in federal states

As a federal state, Germany has as many designs of sign as it has Länder, meaning that throughout the country there are 16 different logos used to identify protected sites and monuments.

L'emblème du Bouclier Bleu est utilisé par presque tous les pays. Exemples de signes nationaux qui complètent ce dispositif.

The Blue Shield emblem is used by almost all countries. Examples of national signs that complete this system.



Emblème du Bouclier Bleu
Emblem of Blue Shield



[BE] | Belgique | Belgium
Région Flandres | Flanders Region



KULTURNÍ
PAMÁTKA

[CZ] & [SK]
Rép. tchèque | Czech Rep.
Rép. slovaque | Slovak Rep.



[DE] | Allemagne | Germany
Land Rhénanie du Nord-
Westphalie | Land North
Rhine Westphalia



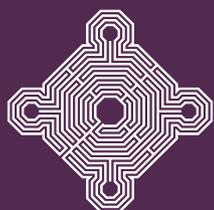
[EE]
Estonie | Estonia



[ES]
Espagne | Spain



[FI]
Finlande | Finland



[FR]
France



[GR]
Grèce | Greece



[HR]
Croatie | Croatia



[HU]
Hongrie | Hungary



[IS]
Islande | Iceland



[LT]
Lituanie | Lithuania



[NL]
Pays-Bas | Netherlands



[PL]
Pologne | Poland

pays permettent d'identifier les sites et monuments protégés. En Belgique, autre pays fédéral, chaque Région a défini son propre logo. Il en va de même pour la Suisse dont chacun des 26 cantons utilise son propre système de marquage. La Suisse ne dispose ainsi pas d'un système de marquage uniformisé. Toutefois, parmi ces prérogatives, la Confédération peut allouer des aides financières à des projets de fouilles archéologiques ou de restauration de monuments ou sites, et l'octroi de telles subventions s'accompagne d'une mise sous protection fédérale des biens culturels concernés. Correspondant à une restriction de droit public à la propriété foncière, cette protection est contraignante pour le propriétaire, lequel doit obtenir une autorisation spéciale de la Confédération avant toute intervention sur le bien culturel. Cette protection était anciennement indiquée sur les biens culturels concernés par la fixation d'une plaque mentionnant la protection fédérale et la date de la décision (pratique abandonnée depuis plusieurs décennies). Une réflexion est actuellement en cours pour renforcer la communication et l'identification des objets protégés par la Confédération.

L'utilisation du logo Bouclier bleu

Plusieurs pays ont repris le logo du Bouclier Bleu (voir ci-dessous la section sur l'utilisation des logos internationaux), en l'adaptant à la situation nationale :

- avec mention des emblèmes régionaux, par exemple en Région de Bruxelles-Capitale (iris) et en Wallonie (coq hardi) ;
- en le traduisant dans la langue nationale ou en y ajoutant une mention.

La Pologne, outre le logo « monument d'histoire » (pour les monuments historiques

In Belgium, another federal country, each Region has defined its own logo. The same applies to Switzerland, where each of the 26 cantons uses its own marking system. However, one of the Confederation's powers is that it can grant financial support for archaeological digs or monument- or site-restoration projects and where such grants are awarded the cultural property concerned is placed under federal protection. This amounts to a public law restriction on land ownership, which is binding on owners, meaning that they must obtain special authorisation from the Confederation before carrying out any work on the cultural property. This protection used to be indicated on the property in question by placing a plaque referring to the federal protection and the date of the decision (a practice abandoned decades ago). Thought is currently being given to ways of improving communication and identification of items protected by the Confederation.

Use of the Blue Shield Logo

Several countries have adopted the Blue Shield logo (see below the section on the use of international logos) and adapted them to the national situation:

- with mention of regional emblems, for example in the Brussels-Capital Region (iris) and in Wallonia (coq hardi);
- by translating it into the national language or by adding a reference to it.

Poland has adapted it by adding an explanation in Polish: Poland, apart from the "historic monument" logo (for the most important historic monuments with artistic, historical or scientific significance), the Blue Shield is used along with the words "monument protected by the law" in Polish (see illustration p. 22).

les plus importants, à caractère artistique, historique ou scientifique), a adapté le logo en ajoutant la mention « monument protégé par la loi » en polonais (voir illustration p. 22). En Lettonie, le logo (complété par un logo indiquant le lieu d'importance nationale et son nom) est apposé à côté des panneaux routiers (voir illustration p. 22).

La Flandre a également utilisé ce logo avant de créer son propre signe de marquage en 2015 (voir illustrations p. 18 et ci-contre).

Le financement de ces marquages nationaux

Dans une grande majorité de pays, le marquage des biens protégés est une disposition du code du patrimoine ou de la loi patrimoniale en vigueur. La plupart des pays qui imposent le marquage dans leur législation en financent la fabrication (Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Slovénie...) Quand ce n'est pas obligatoire, les autorités nationales, régionales ou locales peuvent inciter les propriétaires à apposer le marquage en participant aux frais, par le biais de subventions comme par exemple en Finlande et en Hongrie.

Des informations complémentaires fournies

Quelques pays proposent des panneaux avec des descriptifs ou informations détaillées, mais le plus souvent, ces signes de protection permettent seulement d'identifier le bien protégé et des informations descriptives ou complémentaires sont accessibles en ligne, sur le site du ministère ou de l'agence nationale en charge de la protection du patrimoine. Par exemple en Finlande, des panneaux avec des informations textuelles permettant d'informer le public sur le bien protégé ont été installés sur des sites archéologiques.

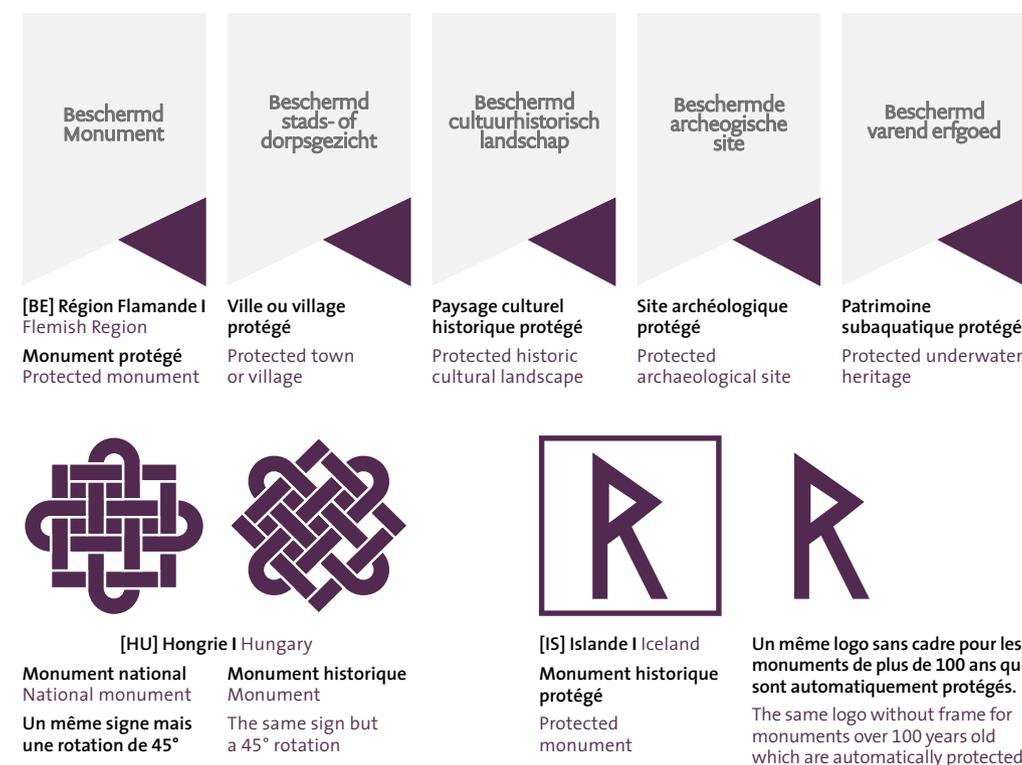
In Latvia, the logo (together with another symbol indicating a site of national importance and its name) is positioned next to road signs (see illustration p. 22). Flanders also used this logo until 2015, when it created its own marking system (see illustrations p. 18 and opposite page).

Funding for national marking

In a large majority of countries, the requirement to mark protected property is one of the provisions of the Heritage Code or the heritage law in force. Most of the countries whose legislation requires marking provide funding for it to be produced (Germany, Austria, Belgium, Croatia, Spain, Estonia, France, Greece, Slovenia). Where it is not compulsory, the national, regional or local authorities may encourage owners to affix marking by contributing to the costs or awarding grants, as is the case for instance in Finland and Hungary.

Additional information provides

Some countries put up boards with detailed descriptions and information but most commonly, these protection signs simply serve to identify the listed property, and additional information can be consulted on line, on the site of the ministry or the national agency in charge of heritage conservation. Sometimes information boards, as in Finland, provide the public with facts about the listed property are installed on archaeological sites. The Wallonia Region has adopted a logo paired with a QR code making it possible to consult a brief description of the listed property directly (see illustration p. 22). As regards the Flemish Region, there are different logos depending on the type of



La Région wallonne a adopté un logo accompagné d'un QR code qui permet de consulter directement un bref descriptif du bien classé (voir illustration p. 22). Quant à la Région flamande, elle dispose de logos différents suivant le type de bien protégé (illustration ci-dessus) : monument protégé, ville ou village protégé, paysage culturel historique protégé, site archéologique protégé, patrimoine subaquatique protégé. En Espagne, le ministère de la culture tient un portail à jour, conformément à la législation, qui liste l'ensemble des biens patrimoniaux immobiliers inclus dans le Registre National des Biens d'Intérêt Culturel (BIC) et offre au public l'information concernant ces biens protégés.

property protected (illustration above): protected monument, protected town or village, protected historic cultural landscape, protected archaeological site, protected underwater heritage. In Spain, the Ministry of Culture has a regularly updated portal in line with the relevant legislation which lists all the immovable cultural property on the National Register of Property of Cultural Interest (BIC) and provides the public with information on this protected property.



Logo Patrimoine mondial de l'Unesco
The Unesco World Heritage logo



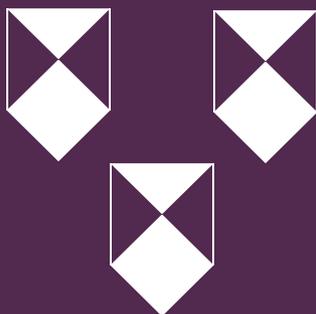
EUROPEAN
HERITAGE LABEL



Label du patrimoine européen
The European Heritage Label



Emblème du Bouclier Bleu pour
la protection des biens culturels
Blue Shield Emblem for the
protection of cultural property



& Biens sous protection spéciale supplantée
aujourd'hui par la protection renforcée
& Property under special protection
supplanted today by enhanced protection



& Protection renforcée
& Enhanced protection



Déclinaisons du Bouclier bleu | Variations of the Blue Shield

De gauche à droite, Pologne, Lettonie, Belgique: Région Wallonne avec ou sans QR code et Slovénie
From left to right, Poland, Latvia, Belgium: Walloon Region with or without QR code and Slovenia

Utilisation de logos internationaux

La majorité des pays utilise les sigles existants au niveau européen ou international tels que :

Le logo Patrimoine mondial de l'Unesco

Le logo du Patrimoine mondial de l'Unesco est défini par la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (1970) et son utilisation est strictement réglementée. Selon les cas, il est utilisé seul ou avec le logo de l'institution. Il désigne les sites inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial mais est également utilisé aux fins de promotion et communication. Il est utilisé par tous les pays excepté l'Autriche.

Le logo Bouclier bleu

Il est défini par la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (La Haye, 1954). Il est apposé de manière isolée pour les biens placés sous protection simple et 3 fois en triangle sur pointe pour les biens sous protection spéciale. Ce logo peut être utilisé pour identifier :
– des biens immobiliers : monuments, sites archéologiques, centres monumentaux (exemples : centres urbains, historiques), les musées, bibliothèques, etc.
– des biens mobiliers : œuvres d'art, livres, archives.

Il peut également être utilisé pour identifier le personnel en charge de ce patrimoine, les abris et refuges pour ce patrimoine et les véhicules de transport en cas de déplacement. Les biens ainsi identifiés ne peuvent être exposés à une destruction ou détérioration en cas de conflit armé, ne peuvent pas faire l'objet d'actes d'hostilité ou de représailles.

Use of international logos

Most countries use the signs that already exist at European and international level such as:

The UNESCO World Heritage logo

The Unesco World Heritage logo is defined by the Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1970) and its use is strictly regulated. Depending on the case, it is used alone or with the logo of the institution. It designates the sites inscribed on the World Heritage List but is also used for promotion and communication purposes. It is used in every country except Austria.

The Blue Shield Logo

It is defined by the Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict (The Hague 1954). It is affixed in isolation for property placed under simple protection and three times in a triangle on a point for property under special protection. This logo can be used to identify:
– immovable property: monuments, archaeological sites, centres containing monuments (such as town centres and historic centres), museums, libraries, etc.
– movable property: works of art, books, archives.

It can also be used to identify staff in charge of such heritage, refuges intended to shelter it and vehicles used to transport it if it is moved. Property identified in this way may not be exposed to destruction or damage in the event of armed conflict and may not

Seule la nécessité militaire impérieuse permet d'envisager une dérogation à ce principe d'immunité. Ils doivent donc être protégés et ne peuvent être attaqués (dans la mesure où ils ne sont pas utilisés à des fins militaires ou pour protéger des sites militaires). Il est utilisé par tous les pays sauf l'Espagne, la Grèce, l'Islande, le Luxembourg et la Slovaquie.

Le logo « protection renforcée »

Ce logo relève d'une décision du Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Cette reconnaissance est octroyée sous conditions à des biens culturels de la plus haute importance pour les peuples (Deuxième Protocole de 1999 relatif à la Convention de La Haye de 1954). 15 sites situés dans 8 États européens (Arménie, Azerbaïdjan, Belgique, Chypre, Géorgie, Italie, Lituanie et République tchèque) peuvent être ainsi signalés.

Le label du patrimoine européen

Il s'agit d'une reconnaissance octroyée par l'Union européenne à des biens culturels emblématiques de l'Europe, de son histoire, de ses valeurs, de sa construction. À ce jour, il a été attribué à 48 sites dans 19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Hongrie, Italie, Lituanie, Lettonie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovénie. Le logo signale les sites labellisés, mais il est également utilisé pour la communication concernant ce programme.

Le financement de ce marquage international

Généralement, les institutions internationales définissent le logo, les règles de son utilisation voire de son apposition, mais n'assurent ni la production, ni la pose de l'emblème. Cela incombe aux États qui

be subject to hostility or reprisals. Only imperative military necessity may warrant any derogation from this immunity. Such property must therefore be protected and cannot be attacked (unless it is used for military purposes or to protect military sites). It is used by all the countries except Spain, Greece, Iceland, Luxembourg and Slovakia.

The "enhanced protection" symbol

This logo is a decision of the Committee for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict. This recognition is granted under certain conditions to cultural property of particular importance for humankind (Second Protocol of 1999 relating to the Hague Convention of 1954). 15 sites located in eight European states (Armenia, Azerbaijan, Belgium, Cyprus, Georgia, Italy, Lithuania and the Czech Republic) can be identified in this way.

The European Heritage Label

The Label is a recognition awarded by the European Union to buildings, documents, museums, archives, monuments or events which have a symbolic European value and must have played a significant role in the history and culture of Europe and/or the building of the Union. To date it has been awarded to 48 sites in 19 countries: Germany, Austria, Belgium, Croatia, Spain, Estonia, France, Greece, Hungary, Italy, Lithuania, Latvia, Luxembourg, Netherlands, Poland, Portugal, Czech Republic, Romania and Slovenia. The logo indicates sites which have received the Label but it is also used for communication about the programme.

The financing of this international marking

Generally, international institutions define the logo, the rules for its use or even its

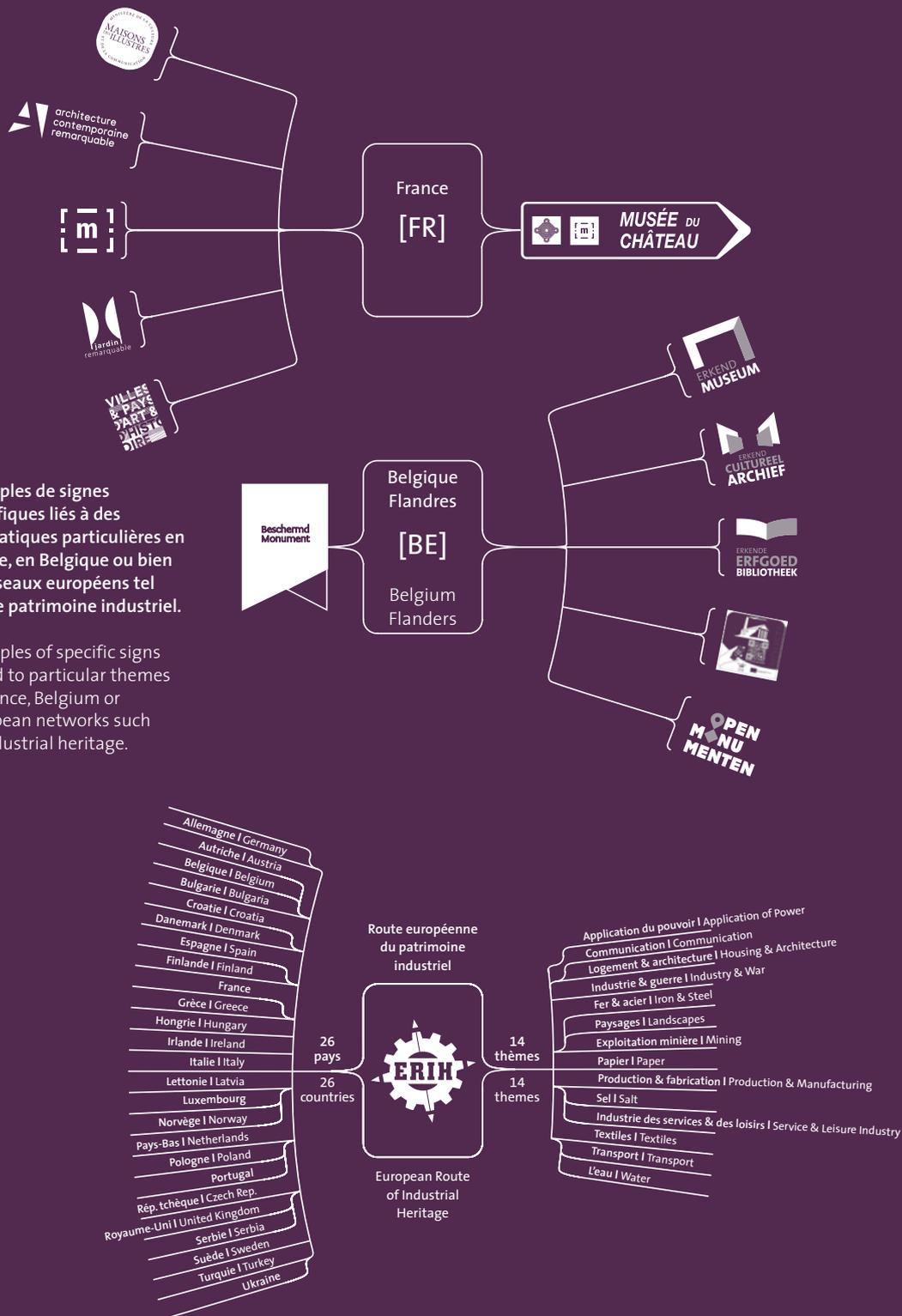
État des lieux sur l'utilisation des logos du Patrimoine mondial, européen et, sur la protection, voir renforcée des biens culturels pour les 22 participants à l'enquête.

Overview of use in world, European Heritage logos and on the protection, see reinforced of cultural property for the 22 participants in the survey.



Exemples de signes spécifiques liés à des thématiques particulières en France, en Belgique ou bien de réseaux européens tel que le patrimoine industriel.

Examples of specific signs linked to particular themes in France, Belgium or European networks such as industrial heritage.



peuvent déléguer aux sites concernés. La Commission européenne fait exception puisque lors de la cérémonie de labellisation, elle offre aux gestionnaires des sites nouvellement reconnus une plaque à apposer sur le bien.

placed at, but neither the production nor the installation of the emblem. This is the responsibility of the States which can delegate to the sites concerned. The European Commission is an exception since during the labelling ceremony, it offers managers of newly recognized sites a plaque to be placed at the property.

Signalisations supplémentaires

Additional signage

En plus des signes généraux, certains pays ont mis en place des signes spécifiques liées à des thématiques particulières.

In addition to general signs, some countries have devised special signs linked to specific themes.

En France, il existe 5 labels et appellations dont le but est de valoriser d'autres types de patrimoine qui ne bénéficient pas de protection, sur l'ensemble du territoire : Jardin remarquable, Musée de France, Architecture contemporaine remarquable, Maisons des illustres, Villes et pays d'art et d'histoire.

In France, there are five nationwide labels and designations, whose aim is to promote other types of heritage which do not enjoy protection.

En Belgique – Région Flamande – des logos spécifiques sont apposés sur les musées, bibliothèques, archives importantes, ou des logos permettant d'identifier des sites religieux ou industriels.

In Belgium –Flemish Region– specific signs are placed on libraries, major archives and museums and there are also logos designed to identify religious or industrial sites.

Il existe aussi des signes pour les membres de réseaux européens spécifiques, comme par exemple pour le patrimoine industriel.

There are also signs to indicate membership of specific European networks such as the one for industrial heritage.

La Fédération du patrimoine local de Finlande offre par exemple des prix, sous la forme d'une sculpture en bronze, aux projets de restauration et de conservation de bâtiments sociaux à l'échelle locale.

The Finnish Local Heritage Federation awards prizes in the form of bronze sculptures to schemes for the restoration and conservation of social buildings at local level.

En Lettonie, l'Association des pays baltes a créé un logo « patrimoine letton » pour les entrepreneurs qui préservent et promeuvent le patrimoine culturel et le mode de vie letton. Enfin, de nombreux pays européens offrent également une signalisation touristique, notamment par des panneaux sur les réseaux routiers, qui permet d'identifier les biens et sites protégés.

In Latvia, the Association of Baltic States has created a "Latvian Heritage" sign for entrepreneurs who preserve and promote the Latvian cultural heritage and lifestyle: Lastly, many European countries have signs aimed at tourists, especially road signs, which are intended to identify protected property and sites.

Conclusions

Conclusions

Apposer un sigle peut sembler un petit geste mais pourtant il n'est pas anodin. C'est en fait l'affirmation de l'appartenance à une communauté : celle du patrimoine national, international, à un réseau d'histoire, d'action, d'idée. Tous les pays semblent l'avoir compris ainsi et quasi tous les répondants marquent leur patrimoine d'un sigle particulier, spécifique. Il est aussi spécifique que l'est l'Etat ou la Région car le logo est un reflet de leur histoire respective.

Certains ont un sigle qui leur est propre, instaurant ainsi un code plus ou moins réservé aux initiés que sont les populations (nationales, régionales ou locales). D'autres s'inspirent de sigles internationaux, mais en se les appropriant simplement, en les « customisant » afin d'affirmer leur individualité tout en s'inscrivant dans un ensemble plus vaste.

Il est intéressant de noter l'absence de collaboration internationale explicite dans ce domaine, chaque pays identifiant son patrimoine de la manière qui lui semble la plus appropriée. La situation est plus complexe dans les États fédéraux où les entités fédérées définissent souvent leur propre sigle. Il est néanmoins intéressant de noter les rares exceptions à cette règle, comme par exemple l'accord conclu entre les Pays-Bas et la Flandre pour utiliser

Displaying a logo may seem like a small gesture but it is not insignificant. In fact, it is an assertion that we belong to a community, namely that of our national and international heritage, and a network of history, action and ideas. All the countries involved seem to have understood this and practically all of those who responded mark their heritage using a single specific symbol. This is just as specific as the states or regions themselves, as it reflects their distinctive histories.

Some use their own symbols, thus establishing a code which is reserved to some extent to those in the know, namely the inhabitants of the country, the region or the local community. Others model themselves on international symbols, simply adopting them unchanged or "customising" them to assert their individuality within a wider whole.

It is worth noting the absence of clear international cooperation in this area, each country identifying its heritage in the way that seems most appropriate to it. The situation is more complex in federal states where the federated entities often devise their own symbols. However, it is interesting to note the rare exceptions to this rule such as the agreement between the Netherlands and Flanders to use the

les mêmes sigles mais en les adaptant toutefois au contexte national. Tout ceci confirme que le patrimoine est important pour les États car il incarne leur histoire, leur ancienneté, leur légitimité. Ceci explique pourquoi détruire ou confisquer le patrimoine de l'ennemi a longtemps été (et malheureusement reste parfois) une pratique courante.

Si le logo est un signe d'appartenance, c'est aussi un outil de sensibilisation, de communication voire de protection. Le logo permet aussi de s'affranchir des mots et ainsi s'ouvrir à une autre forme de langage, plus large voire universel. Cette caractéristique pourrait expliquer pourquoi il est si largement utilisé tant par les institutions internationales ou nationales que par les États, Régions, mais aussi associations ou groupements divers.

Encore faut-il le voir, le décrypter. Pour cela, le logo doit être explicite ou largement connu. Qui ne reconnaît pas le logo du patrimoine mondial ? Bien que connu et reconnu, est-il pour autant compris de tous ? Pensons-nous en le voyant qu'il symbolise à la fois le patrimoine culturel et le patrimoine naturel ainsi que le lien étroit qui les unit, symbolisé par ce trait continu qui les rend indissociables l'un de l'autre ?

same symbols, albeit adapting them to the national context. All this confirms that heritage is important for states as it embodies their history, their antiquity and their legitimacy. This explains why destroying or confiscating an enemy's heritage has long been (and alas still is) a common practice.

Logos are signs of belonging, but they are also means of raising awareness, communicating and protecting. They make it possible to free ourselves from words and hence to open ourselves up to another broader or even universal form of language. This feature may explain why they are so widely used, both by international and national institutions and by states, regions and various associations and groupings.

Nonetheless, they need to be seen and deciphered. The logo in question must therefore have a clear meaning or be widely recognised. Who does not recognise the world heritage logo? However, although it is known and recognised, does everybody understand it? When we see it, do we realise that it symbolises both cultural and natural heritage and the close links between them, symbolised by the continuous line which makes them indissociable from each other?

Certains de ces sigles sont fréquemment associés : il est courant de trouver à la fois le logo du patrimoine mondial et le sigle de la protection nationale, auxquels peuvent s'ajouter des sigles de réseaux, d'initiatives, ou encore le logo de la protection renforcée, puisque l'Unesco exige comme prérequis le plus haut niveau de protection au niveau national pour l'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial. De même la protection renforcée est réservée aux biens de la plus haute importance pour l'humanité. Cette multiplication rend le message difficile à déchiffrer et des ordres de préséance sont parfois nécessaires, hiérarchisant ainsi les informations.

On peut donc s'interroger sur l'intérêt final de cette multiplication de sigles, logos et parfois l'impact sur la lisibilité du bien culturel. On constate cependant que certains veulent aller au-delà de la simple identification et donner une information plus large et recourent à des panneaux explicatifs, tels que des QR codes. Certains mentionnent des banques de données permettant d'obtenir des informations supplémentaires mais nos sociétés semblent encore attachées à la marque physique de son patrimoine. La reconnaissance doit être collée, gravée au monument, ne faire qu'un avec lui.

Some of these symbols are often seen together. It is common to find the world heritage logo and a national protection symbol alongside one another, to which may be added the acronyms of networks, initiatives or the logo of reinforced protection, since Unesco requires as a prerequisite the highest level of protection at the national level for inscription on the World Heritage List. Similarly, reinforced protection is reserved for properties of the greatest importance for humanity. This proliferation of information makes the message difficult to decipher and orders of precedence are sometimes necessary thus prioritising the information.

It is legitimate therefore to question the reason for this proliferation of symbols and logos and, sometimes, its impact on the real understanding of the cultural heritage concerned. It is clear, however, that some countries wish to go beyond simple identification and provide more information, using explanatory tools such as QR codes, while others refer to data bases where it is possible to consult additional information. However, our societies still seem attached to physical signs related to their heritage. Our recognition has to be fixed to or carved into the monument, thus becoming part of it.

On constate que certains pays décident de ne pas employer certains logos. On pensera ainsi au Bouclier Bleu qui, destiné à « immuniser » les biens culturels importants pour une nation peuvent aussi désigner des éléments à cibler par des armées ou groupes ennemis. Certains États qui l'utilisent comme moyen de sensibilisation, n'ont pas hésité à les retirer au début du conflit pour éviter cette utilisation dévoyée.

Cette enquête n'ayant pas la prétention d'une étude exhaustive sur la question du marquage et de la signalétique des biens culturels, on pourrait envisager de s'attarder sur les représentations choisies, leur symbolique, leur qualité artistique, l'évolution de la conception, les objectifs poursuivis (identification ? information ? protection ?), le lien avec les communautés, l'impact sur le public. Des approches historique et sociétale plus pointues seraient sans doute intéressantes, mais ceci dépasse le cadre du présent travail qui, grâce aux contributions des coordinateurs nationaux (que nous tenons à remercier) a pour le moins permis d'établir un premier état de la question au niveau européen.

There are some countries which have decided not to use certain logos. An example of this is the Blue Shield, which was designed to make certain cultural heritage items that are important to a nation free from harm. However, it can also single out items which could be targeted by enemy armies or groups. Some states which use them as a means of raising awareness have had no hesitation in removing them at the beginning of conflicts to prevent their use from being distorted in this way.

Since this survey makes no claim to being an exhaustive study on the marking and signage of cultural assets, we could consider dwelling on some of the images chosen, their symbolism, their artistic quality, the development of the concept applied, the aims pursued (identification?, information?, protection?), their link with communities and their impact on the public. More in-depth historical and societal approaches could be interesting, but they would exceed the framework of this project, which, thanks to the contributions of the national co-ordinators (whom we wish to thank), has at least enabled us to establish an initial overview of the question at European level.

Toutes ces informations sont également consultables en ligne :
<https://www.coe.int/fr/web/herein-system>

All this information is also available online:
<https://www.coe.int/en/web/herein-system>

Publication hors commerce.
Ne peut être vendue.
This publication is not for sale.



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE



european heritage network
réseau européen du patrimoine



HEREIN
AISBL